



**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

**PRESTATIONS D'ASSISTANCE POUR LA SECURITE –
CONTROLE TECHNIQUE**

M

N°B25-09153

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège
social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par
....., agissant en qualité de

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La XXX, société XXX, au capital de XXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de XXX, sous le numéro XXX, ayant son siège social XXX, représentée par XXX, agissant
en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre Le Ripault – 37260 Monts
DSAT/SG/BACO – Bâtiment 101

Camille.simon@cea.fr

T. +33 (0)2 47 34 41 23 – F. +33 (0)2 47 34 51 16

Etablissement public à caractère industriel et commercial – RCS Paris B 775 685 019

Direction des applications militaires
Le Directeur

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET PERIMETRE	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	7
ARTICLE 6 - MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 7 - REMISE DES LIVRABLES	11
ARTICLE 8 - REUNIONS.....	12
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 10 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	15
ARTICLE 11 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 12 - RECEPTION.....	15
ARTICLE 13 - PENALITES	15
ARTICLE 14 - TERMES DE PAIEMENT	16
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	16
ARTICLE 16 - CONFORMITE AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES.....	17
ARTICLE 17 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES	17
ARTICLE 18 - RESILIATION.....	17
ARTICLE 19 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
ARTICLE 20 - CORRESPONDANTS.....	18
ARTICLE 21 - CONFIDENTIALITE	18
ARTICLE 22 - CONFLITS D'INTERETS	18
ARTICLE 23 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION	18
ARTICLE 24 - PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE	19
ANNEXE 1 – ANNEXE FINANCIERE	22
ANNEXE 2 – PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	23

ARTICLE 1 - OBJET ET PERIMETRE

Le présent accord-cadre (ci-après nommé « marché ») a pour objet de confier au Titulaire une mission de contrôle technique ci-après dénommée la Prestation, pour les besoins du CEA Le Ripault.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents.

Il couvre les opérations de travaux d'un montant maximum de 3 000 000 €HT et d'une durée maximum de 24 mois.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Plan contractuel de sécurité référence 25 DR 259 du 12/06/25 dans sa version en vigueur,
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges référencé DR 237 (ci-après dénommé le Cahier des Charges) en date du 06/06/25, ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- La procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D, et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence INS SECEE YXP PRO S18 01 XPL
- L'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur du CEA Le Ripault en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition de janvier 2022 (téléchargeables sur le site www.cea.fr - Espace entreprises),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeables sur le site www.cea.fr - Espace entreprises),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xxxxxx. du xxxxxx

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent accord-cadre sont consultables sur demande au CEA.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe 1 : Annexe financière
- Annexe 2 : Procès-verbal de réception.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHÉ

Le marché concerne:

- Une mission de base comprenant les missions de type « LP » et « STI »
- Des missions complémentaires comprenant les missions CT de type « F », « Ph », « Th », « Hand », « LE », « Av » et « ENV »,

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Montant plafonné du marché

Le montant total plafonné du marché s'élève à la somme de 490 000 euros hors taxes (quatre cent quatre-vingt-dix euros hors taxes).

Ce montant est décomposé de la manière suivante :

- Montant plafond fixé pour les prestations effectuées sur bordereau de prix unitaires : 441 000 euros HT,
- Montant plafond fixé pour les prestations effectuées par marchés subséquents (sur devis forfaitaire préalable) : 49 000 euros HT.

Le montant plafond fixé pour les prestations effectuées via des marchés subséquents, sur devis forfaitaires préalables, représente 10% du montant HT du montant plafond du marché. Il permet de rémunérer les prestations qui n'entrent pas dans le champ du bordereau de prix unitaires. En aucun cas, le montant cumulé des bons de commandes notifiés au Titulaire sur devis forfaitaires préalables ne pourra dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Le montant total du marché est plafonné et ne pourra en aucun cas être dépassé sans l'autorisation préalable et écrite du CEA Le Ripault et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

N'étant mentionné qu'à titre indicatif, il n'engage pas le CEA quant au volume des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourra pas s'en prévaloir au cas où celui effectivement demandé représenterait un montant inférieur.

4.2 Prestations effectuées sur bordereau de prix unitaires

Les prestations définies dans le Cahier des Charges donnent lieu à une rémunération conformément au bordereau de prix unitaires (BPU) joint en annexe n°1 du présent marché. Le CEA se réserve le droit de commander tout ou partie des missions figurant au BPU.

Chaque demande du CEA sera formalisée par un bon de commande par prestation signé par la personne habilitée et adressé au Titulaire.

Tous les prix unitaires sont fermes et forfaitaires. Ils s'entendent toutes sujétions confondues (type assurance, transport, frais de gestion, ...) et intègrent la gestion d'activité, les frais de structure et d'outillage, les consommables et fournitures et la réalisation des documents associés.

Les prix intègrent la préparation et la participation aux réunions prévues au Cahier des Charges.

Au besoin, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au Bordereau des Prix Unitaires du présent accord-cadre des nouveaux prix dont le caractère récurrent le justifie. Le prix est négocié entre les Parties sur la base des devis proposés sur les périodes passées.

En tout état de cause, cette faculté d'évolution de périmètre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie ou l'objet de l'accord.

Cette intégration, qui relève de la seule décision du CEA, est formalisée par une lettre de fonctionnement.

4.3 Rémunération des prestations effectuées sur devis forfaitaire préalable, via des marchés subséquents

4.3.1. Demande de devis

Pour les prestations non incluses dans le bordereau des prix unitaires, le CEA demande au Titulaire un devis préalable qui précise la nature des prestations à réaliser, les caractéristiques techniques, le montant et le délai de réalisation. Le montant figurant au devis a un caractère forfaitaire.

Le devis est établi par la base du taux horaire ou du taux journalier renseignés dans l'annexe financière.

Ces taux s'entendent toutes sujétions confondues (charges, frais généraux, bénéfice, déplacements et temps liés aux contraintes du site compris) et intègrent la gestion d'activité, les frais de structure et d'outillage, la réalisation des documents associés, etc...

4.3.2. Conditions de validation du devis

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation portant notamment sur :

- le nombre d'heures,
- la (les) qualification(s) requise(s),
- la sous-traitance.

La demande du CEA est formalisée par une demande de prestation supplémentaire écrite. Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 5 jours ouvrés pour répondre à cette demande sur la base des taux horaires et journaliers définis en annexe n°1.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'accord écrit du CEA acceptant le devis présenté. L'accord écrit du CEA conditionne le démarrage de ladite prestation sous peine de non-paiement des dépenses afférentes.

Suite à la réalisation des prestations, le procès-verbal est établi conformément au devis forfaitaire préalable validé par le CEA (Cf. article 12 réception du présent marché).

4.4 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

4.5 Caractères de prix

Les montants indiqués aux articles 4.2 et 4.3 sont fermes et forfaitaires. Les prix peuvent être actualisés dans les conditions de l'article 4.6.

4.6 Actualisation des prix

Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre : à compléter.

Modalités d'actualisation des prix fermes, non révisables

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

Formules d'actualisation des prix :

Le prix du marché, composé du coût de la main d'œuvre, sera actualisé selon les formules d'actualisation suivantes par nature de prix :

Le prix actualisé ***Pa*** relatif à la main d'œuvre est donné par la formule :

$$Pa = Po \left[\left(\frac{\text{indice } Io (n - 3)}{\text{indice } I} \right) \right]$$

dans laquelle :

Pa	Prix actualisé de la main d'œuvre Hors Taxe,
Po	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre,
Indice Io (n-3)	Valeur de l'indice « ING – Index divers dans la construction – ingénierie – Base 2010 » trois mois avant la date de signature du marché.
Indice I	Valeur de l'indice « ING – Index divers dans la construction – ingénierie – Base 2010 » à la date de notification du marché

ARTICLE 5 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

11.1 Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification.

11.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations à effectuer sont fixés dans le Cahier des Charges et rappelés ci-après :

Au maximum, les délais suivants ne peuvent pas être dépassés :

- **quinze (15) jours ouvrés** à compter de l'émission d'un document pour remettre un avis sur ce dernier,
- **cinq (5) jours ouvrés** à compter de l'émission d'un document pour remettre un avis pour les contrôles sur le chantier.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

5.2 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA/Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 406 - T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

5.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

5.4 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

5.5 Horaires

L'accès de l'Établissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Établissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

ARTICLE 7 - MODES OPERATOIRES

1.1 Prestations rémunérées sur Bordereau des Prix

A chaque apparition de besoin, le CEA transmet au Titulaire une commande par tout moyen écrit permettant de donner date certaine de réception, et portant sur les prestations comprises dans les postes du BPU.

La commande comprend :

- La référence de l'opération concernée,
- La désignation des postes commandés
- Les éléments de prix commandés et les quantités pour chaque élément,
- Les montants unitaires et le montant total de la commande,
- La référence du présent Accord,
- Le délai d'exécution,
- Le numéro du BC et la date d'émission,

La commande respecte impérativement les dispositions du présent Accord et vaut comme « bon pour exécution ».

Le délai d'exécution sera fixé par le CEA dans la commande. En cas de désaccord, le Titulaire doit informer par écrit le CEA dans un délai maximal de 5 jours après réception de la commande. A défaut, ce délai d'exécution sera considéré comme accepté.

Si par la suite, de nouvelles commandes concernant cette opération sont émises, le Titulaire doit informer le CEA, avant la remise de l'accusé de réception signé, de tout impact sur son planning. A défaut, le planning initial s'applique.

A réception de chaque commande, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 5 jours ouvrés après sa réception, par courriel, courrier ou remise en main propre. Le Titulaire ne peut engager aucune prestation sans avoir reçu une commande signée par le CEA.

L'accusé de réception signé vaut acceptation par le Titulaire des conditions fixées par le CEA.

1.2 Travaux ou prestations sur devis préalables forfaitaires exécutés via des marchés subséquents

A la survenance d'un besoin ne relevant ni des forfaits ni des éléments de prix fixés dans le Bordereau des Prix, le CEA adresse au Titulaire une demande comprenant :

- Une expression de besoin,
- La désignation de la prestation
- Les délais associés,
- La référence du présent Accord,
- Le cas échéant, le numéro de la Fiche D'Evolution (FDE) spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque demande, le Titulaire doit renvoyer par courriel, courrier ou remise en main propre au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires. Les taux horaires appliqués sont ceux indiqués en annexe du présent Accord. Le CEA pourra demander la production de documents justificatifs.

Le devis remis constitue un devis forfaitaire pour la réalisation du besoin exprimé par le CEA.

Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet d'échanges entre les deux Parties. L'accord du CEA sera transmis au Titulaire sous la forme d'une commande.

En cas de désaccord, le CEA se réserve le droit de réaliser une mise en concurrence.

ARTICLE 8 - MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

En complément des CGA applicables aux marchés passés par le CEA, il est précisé que le Titulaire se doit de respecter, d'appliquer et de faire appliquer les dispositions suivantes :

6.1 Obligations générales

6.1.1 Agréments et certifications

Le Titulaire s'engage à fournir ses agréments COFRAC, accréditations spécifiques, certifications et qualifications à jour, en lien avec les missions prévues au présent accord-cadre. Il s'engage à les fournir systématiquement à chaque renouvellement.

6.1.2 Obligations du Titulaire

Obligation de résultat

Les prestations dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Ce résultat porte sur la bonne réalisation des prestations d'assistance animateur sécurité et protection de l'environnement dans le respect des conditions fixées dans le Cahier des Charges.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

En cas de défaillance du Titulaire, le CEA assurera la continuité des prestations objet du présent marché, par toute personne ou tous moyens appropriés, en pendant la durée nécessaire, le coût résultant étant à la charge du Titulaire.

Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

6.1.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document ou information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

6.2 Moyens mis à disposition

Mise à disposition d'un local

Le CEA pourra être amené, ponctuellement ou de manière plus pérenne, à mettre à disposition du Titulaire un local à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché selon les conditions qui sont précisées ultérieurement. Le personnel présent dans les locaux devra être facilement identifiable comme étant salarié de l'entreprise du Titulaire (port d'un badge ou d'un vêtement floqué du nom du Titulaire).

Accès aux réseaux informatiques CEA

Le Titulaire s'engage à se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/LR. Le CEA pourra accorder au Titulaire un accès aux réseaux de CEA/DAM classifiés de défense, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des prestations, objet du présent marché.

Cet accès se traduira par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte.

L'exécutant doit présenter le profil nécessaire, en particulier en ce qui concerne son habilitation au niveau confidentiel défense. Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne dégageront en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des prestations à l'ensemble des textes en vigueur jusqu'au terme du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

Les règles d'utilisation des systèmes d'information sur l'établissement CEA/LR spécifiques au présent marché sont précisées par l'annexe de sécurité.

6.3 Suivi des prestations

Afin de démontrer la maîtrise des prestations et la tenue de ses objectifs, le Titulaire met en place et assure le suivi régulier d'indicateurs de suivi.

Ces indicateurs sont suivis régulièrement, remis, présentés et commentés a minima 2 fois par an au CEA lors d'une réunion de suivi.

Les indicateurs sont les suivants :

- Indicateur n°1 : Délai moyen pour remettre un avis au sujet d'un document à compter de son émission ;
- Indicateur n°2 : Délai moyen pour remettre un avis au sujet d'un document qui concerne un contrôle sur le chantier ;
- Indicateur n°3 : Délai moyen pour remettre un compte-rendu de réunion à compter de la date de la réunion.

Le Titulaire doit, à l'occasion des réunions de suivi, effectuer un reporting détaillé de ces indicateurs et proposer des améliorations, le cas échéant.

ARTICLE 9 - REMISE DES LIVRABLES

7.1 Livrables

Le Titulaire doit fournir tous les documents demandés dans le Cahier des Charges conformément à l'article 4 des CGA applicables aux marchés passés par le CEA.

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des livrables mentionnés dans le Cahier des Charges. Le Titulaire s'engage également à tenir à jour et à enrichir tous les documents tels que définis par le Cahier des Charges.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents entraînera l'application des pénalités prévues au présent marché.

Les documents remis par le Titulaire au CEA, qu'ils soient conçus ou mis à jour par le Titulaire, sont propriété du CEA. Ils seront remis sous le format imposé par le CEA et rédigés en langue française, sauf demande particulière du CEA.

7.2 Plan Assurance Qualité

Le Titulaire devra fournir le Plan d'Assurance Qualité (PAQ), prévoyant l'ensemble des dispositions nécessaires pour satisfaire les exigences du Cahier des Charges, sous un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché.

7.3 Plan d'Assurance Qualité spécifique

Le Titulaire devra fournir le Plan d'Assurance Qualité Spécifique (PAQ spé), prévoyant l'ensemble des dispositions nécessaires pour satisfaire les exigences du prescripteur inscrites dans chaque bon de commande, sous un délai de dix (10) jours à compter de son émission.

7.3 Compte-rendu d'activité mensuel

Le Titulaire devra remettre au CEA le premier lundi de chaque mois un rapport d'activité mensuelle (RMA) conformément aux dispositions du Cahier des Charges.

7.4 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Les livrables doivent être présentés au CEA à première demande et suivants les délais définis dans le Cahier des Charges. En cas de non-conformité (délai et/ou qualité), le Titulaire disposera d'un délai de trois (3) jours

ouvrés pour présenter les livrables corrigés au CEA. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

7.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché, quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

8.1 Réunions relatives à l'accord-cadre

8.1.1. Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement se tient dans un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accord-cadre par les Parties, dans les locaux du CEA.

Cette réunion d'enclenchement examinera les points suivants :

- présentation des interlocuteurs CEA/LR et notamment de la PRM,
- présentation des intervenants et de leur encadrement,
- présentation du PAQ du Titulaire.

Cette réunion d'enclenchement fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et approuvé par la PRM.

8.1.2. Réunions de suivi

Chaque prestation sera déclenchée à l'aide d'un bon de commande ; il sera demandé au Titulaire de mettre en place un outil de suivi et de gestion des bons de commande. Cet outil devra permettre de fournir au moins les indications suivantes :

- Pour chaque prestation :
 - Référence de la commande, nom du projet,
 - Nom du prescripteur,
 - Contenu succinct de la prestation,
 - Montant de la commande,
 - Pourcentage de réalisation de la commande,
 - Planning global et analyse,
 - Nombre de collaborateurs en exercice,
 - Nombre de jours travaillés,
 - Nombre de documents techniques rédigés.
- Pour l'ensemble du contrat :
 - Etat des contrats obtenus par le Titulaire (En cours, terminé),
 - Montant total engagé dans l'accord-cadre,
 - Montant total réalisé dans l'accord-cadre,

Les informations ci-dessus seront fournies au pilote de contrat par Le Titulaire, a minima annuellement à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, et autant que de besoin sur demande de la PRM dans un délai de cinq jours ouvrés.

Le CEA organisera une réunion de suivi de l'accord-cadre autant que de besoin (a minima semestrielle). Le Titulaire transmettra au pilote de contrat un rapport d'avancement de l'accord-cadre, cinq jours ouvrés au minimum avant la réunion.

Ce rapport d'avancement comportera :

- une synthèse du suivi des bons de commande,
- les problèmes rencontrés depuis la précédente réunion de suivi,
- les prévisions pour le semestre suivant,
- toute autre information jugée utile pour le pilotage proposée par le Titulaire.

Les participants CEA seront le pilote de contrat et autant que de besoin les prescripteurs.

L'ordre du jour comportera les points suivants :

- informations générales par le CEA (modification d'organisation, d'interlocuteurs, ...),
- information par le Titulaire d'une modification éventuelle du périmètre de l'entreprise, y compris les éventuels accords entre entreprises dans le champ des activités intéressant le CEA,
- état par le CEA et analyse des dysfonctionnements éventuels, remarques par le CEA, des éventuelles non-conformités à l'accord-cadre,
- démonstration de la prise en compte par le Titulaire, dans son organisation des remarques éventuellement évoquées par le CEA,
- remarques par le Titulaire sur le fonctionnement de l'accord-cadre.

Ces réunions permettront notamment :

- de faire un point technique pour la période écoulée,
- d'orienter, le cas échéant, les travaux du Titulaire,
- de faire le point sur la maîtrise des coûts et délais (respect du planning, gestion des écarts, etc.),
- pour le CEA de prendre les décisions nécessaires pour atteindre les objectifs prédéfinis,
- pour le Titulaire, de résoudre les problèmes pouvant empêcher la bonne marche de ses prestations (problèmes d'interface avec des services et/ou entreprises tiers notamment),
- pour le Titulaire, de formuler des besoins éventuels auxquels le CEA répondra dans la mesure du possible.

Cette réunion fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et approuvé par le CEA et sera envoyé aux participants.

8.2 Réunions relatives aux prestations

8.2.1. Réunion de lancement chaque bon de commande

Le commencement de chaque prestation donnera lieu à une réunion de lancement afin de valider le besoin, les échéances, les modalités d'organisation et les données d'entrée.

Cette réunion sera organisée, sauf accord contraire, au plus tard dans les dix jours ouvrés qui suivent l'envoi de la commande.

Cette réunion de lancement examinera les points suivants :

- présentation des interlocuteurs CEA,
- présentation des intervenants et de leur encadrement,
- avis du CEA sur le PAQ spé de la mission,
- validation de la complétude des données d'entrée,
- planification des réunions d'avancement de la prestation.

Cette réunion fera l'objet d'un relevé de décisions rédigé par le Titulaire et approuvé par le prescripteur CEA.

8.2.2. Réunions d'avancement de la prestation

Le suivi de la prestation donnera lieu à des réunions formelles entre le responsable désigné du Titulaire et le prescripteur CEA de la prestation concernée pour notamment :

- faire un point sur l'avancement de la prestation, notamment par l'examen du rapport mensuel d'activité,
- valider le PV d'acceptation des livrables (avec ou sans réserve),
- évaluer les écarts éventuels par rapport au bon de commande et orienter, le cas échéant, les travaux du Titulaire,
- examiner les problèmes rencontrés par le Titulaire pouvant empêcher le bon déroulement de la prestation,
- définir les actions à entreprendre (qui, quoi, quand, comment).

La périodicité devra être adaptée au type et à la durée de la prestation et sera fixée lors de la réunion de lancement de la prestation.

Le Titulaire ne pourra arguer de l'absence d'un membre de son personnel pour se soustraire à ses obligations.

8.2.3. Réunions thématiques

Des réunions techniques thématiques pourront également être organisées autant que nécessaire. Chacune des deux parties pourra en être l'initiateur. Elles ne pourront en aucun cas se substituer aux réunions d'avancement. Par défaut, elles se tiendront sur le site du CEA/LR.

Un avis de réunion comportant un ordre du jour sera émis par l'initiateur au moins cinq jours ouvrés avant la date de programmation. Les participants seront le CEA et le Titulaire.

Ces réunions feront l'objet d'un relevé de décisions rédigé par le Titulaire sauf avis contraire du CEA. Tout avis contraire d'une des parties devra être signifié à l'autre dans un délai précisé dans l'envoi du relevé de décisions.

8.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Ils doivent notamment fournir les agréments COFRAC, accréditations spécifiques, certifications et qualifications à jour, en lien avec les missions prévues au présent accord-cadre. Le Titulaire du marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception le formulaire en vigueur.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Outre les dispositions de l'article 21.1 des CGA (Chapitre 8 - Exécution des prestations), le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243- à L.3243-2 et L.3243-4 et L.1221-13 du Code du Travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 13 - RECEPTION

Les prestations feront l'objet d'un procès-verbal de réception établi contradictoirement entre le CEA et le Titulaire.

Il appartient au Titulaire de demander par écrit la réception des prestations dès leurs achèvements pour chaque mission achevée et après validation des livrables.

ARTICLE 14 - PENALITES

Conformément aux dispositions des Conditions Générales d'Achats applicables aux marchés passés par le CEA en cas de manquements du Titulaire dans ses obligations contractuelles, des pénalités seront appliquées.

13.1 Non-respect des délais de réalisation des prestations

En cas de non-respect des délais mentionnés dans le Cahier des Charges, il est fait application des pénalités égales à 100 euros par constat, puis 100 euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

13.2 Mesures en cas de mauvaise exécution

Si la prestation ne correspond pas aux attentes du CEA telles que définies au Cahier des Charges, le Titulaire reprend la réalisation de la prestation à ses frais. Le CEA fixe un nouveau délai de livraison ou à défaut peut demander à l'un de ses sous-traitants la réalisation de la prestation aux frais du Titulaire.

Pour tout écart relevé par rapport aux exigences du Cahier des Charges, il est fait application de pénalités égales à 200 euros par constat.

13.3 Absence aux réunions

Il est fait application de pénalités égales à 200 euros en cas d'absence à une réunion.

13.4 Non-respect des délais de remise de documents, rapports et mise à jour de documents

En cas de non-respect des délais, il est fait application de pénalités égales à 50 euros par jour de retard et par documents.

13.5 Non remise du PAQ dans les 15 jours suivant la notification du marché

Il sera fait application de pénalités égales à 50 euros par jour calendaire de retard.

13.6 Caractère des pénalités

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- Cumulativement plafonnées à dix pour cent (10%) du montant total Hors Taxes plafonné de l'accord..

ARTICLE 15 - TERMES DE PAIEMENT

14.4 Prestations sur bordereau de prix unitaires

Les termes de paiement, par bon de commande, sont :

- Lorsque la durée du chantier est inférieure à 6 mois : 100 % du montant du bon de commande après validation par le CEA des livrables et signature contradictoire du PV de réception
- Lorsque la durée du chantier est supérieure à 6 mois :
 - o 80% du montant du bon de commande sur situations trimestrielles d'avancement validées par le CEA,
 - o Le solde du montant du bon de commande après validation par le CEA des livrables et signature contradictoire du PV de réception.

14.2 Prestations effectuées sur devis forfaitaires préalables (marchés subséquents)

Les termes de paiement sont : 100 % du montant du bon de commande validé par le CEA après signature contradictoire du PV de réception.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D
- la référence complète du bon de commande (numéro d'engagement), à savoir : xxxxxxxx
- l'intitulé et le numéro de l'accord-cadre (520000xxx),
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises. Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve : - de conformité de la facture aux termes du présent accord-cadre. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur, - de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture.

ARTICLE 17 - CONFORMITE AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 18 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels souscrivent une assurance responsabilité civile et décennale, ainsi qu'une assurance dommages ouvrage.

ARTICLE 19 - RESILIATION

Selon les dispositions du chapitre 13 des CGA.

ARTICLE 20 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses connaissances propres telles que définies à l'article 12 des CGA.

ARTICLE 21 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent marché, les interlocuteurs CEA sont :

Au plan technique :

M. Sylvain BETHOUX

☎ 02.47.34.55.84

E-mail sylvain.bethoux@cea.fr

Au plan commercial et financier :

Mme. Camille SIMON

☎ 02.47.34.43.71

E-mail camille.simon@cea.fr

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Les informations confidentielles que le Titulaire pourra être amené à traiter dans le cadre du présent marché pourront notamment inclure des informations relatives aux tiers auxquels le CEA fait appel pour l'exécution des prestations, ainsi qu'aux marchés qui lient ces tiers au CEA et aux prestations objet de ces marchés, et que le Titulaire doit traiter ces informations confidentielles dans le respect des dispositions de l'article 11 des CGA et de l'annexe de sécurité.

ARTICLE 23 - CONFLITS D'INTERETS

En raison de la teneur de la prestation objet du présent marché, le Titulaire ne pourra se voir attribuer les marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d'intérêts.

Le Titulaire garantit au CEA n'avoir aucun lien juridique ou contractuel avec les candidats ou soumissionnaires concernés par les prestations, objet du présent marché, afin de ne pas créer une situation de conflit d'intérêts.

ARTICLE 24 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION**23.1 Audit de Marché**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans l'annexe de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

23.2 Inspection

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.2 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

23.3 Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

23.4 Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 25 - PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

Le Marché est un marché classifié de niveau Secret (S) au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;

- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à Monts, le
(en double exemplaire)

Pour le Titulaire

Pour le CEA,

ANNEXE 1 – ANNEXE FINANCIERE

Disponible à la notification du marché

PROJET

ANNEXE 2 – PROCES-VERBAL DE RECEPTION**COMMANDE N° : XXX****FOURNISSEUR : XXX****OBJET : XXX**

Je soussigné, , pilote contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la réception (cocher la case correspondante) :

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ **Avec réserve(s) :**

Le Titulaire et le pilote de marché du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ **Sans réserve** avec effet à la date du :

A , le

Le Titulaire**Pour le CEA Le Ripault****CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de marché du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux réserves concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire**Pour le CEA Le Ripault**

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>
PROJET	

Fait à : , Le

Le titulaire :

Pour le CEA le pilote de marché